Alain Dierkens, Jean-Philippe Schreiber (éds.), *Le blasphème : du péché au crime*

Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, coll. « Problèmes d'histoire des religions », t. XXI, 2012, 178 p.

Claude Langlois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/28227>

DOI : 10.4000/assr.28227

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 302

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Claude Langlois, « Alain Dierkens, Jean-Philippe Schreiber (éds.), *Le blasphème : du péché au crime* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 176 | octobre-décembre 2016, mis en ligne le 17 juillet 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/28227> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.28227>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Alain Dierkens, Jean-Philippe Schreiber (éds.), Le blasphème : du péché au crime

Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, coll. « Problèmes d'histoire des religions », t. XXI, 2012, 178 p.

Claude Langlois

RÉFÉRENCE

Alain Dierkens, Jean-Philippe Schreiber (éds.), Le blasphème : du péché au crime, Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, coll. « Problèmes d'histoire des religions », t. XXI, 2012, 178 p.

- 1 Cet ouvrage collectif, dont le titre exprime clairement le contenu, a fait appel pour une large part aux chercheurs et enseignants de l'Université libre de Bruxelles, ce qui lui assure une forte unité d'inspiration. Le recueil de quatorze articles se partage entre la recherche des origines (antiquité grecque, judaïsme et christianisme naissant) et une très rigoureuse attention à un présent perçu à travers les prises de position des diverses juridictions nationales et transnationales en réaction aux plaintes portées contre les atteintes récentes aux religions. Ce grand écart entre positions religieuses originelles et législations actuelles conduit à accorder paradoxalement moins de place au temps long durant lequel les États ont criminalisé le blasphème et, des siècles plus tard, ont retiré ce délit religieux des codes criminels ou du moins ont laissé ces législations tomber en désuétude. La perspective historique, centrale pour la démonstration, est toutefois présente, d'abord par un article très synthétique d'Alain Cabantous qui a écrit sur ce sujet un ouvrage de référence, et ensuite par plusieurs approches complémentaires portant sur des situations sensibles au XVI^e siècle, sur l'évolution comparée du droit canon et du droit civil, vue de France, du XIII^e au XX^e

siècle, ou encore sur l'affaire Servet (condamné au bûcher dans la Genève de Calvin) et sur les diverses relectures de cet épisode au cours des siècles.

- 2 Fruit d'un colloque qui s'accompagnait d'une exposition intitulée « Sacrilège, la religion satirisée », la préface et la conclusion de l'ouvrage, également brèves, évoquent le positionnement militant de l'Université libre de Bruxelles sur ce sujet sensible. La conclusion fait allusion brièvement à la législation d'autres pays, le Pakistan notamment. L'attentat contre *Charlie hebdo* de janvier 2015 a changé rigoureusement la situation en Europe et a contraint les caricaturistes à une autocensure qui ne dit pas son nom. Ainsi, si *Charlie hebdo*, pour l'anniversaire de l'attentat, entend pouvoir s'en prendre à Dieu, il le fait par le détour d'une imagerie catholique traditionnelle (un dieu le père barbu) qui ne fait – et on l'espère *ne fera* – de mal à personne. Sans engager le débat sur le fond, le contexte actuel, notamment dans le monde musulman, montre que la distinction qui commande cette enquête entre perception religieuse (le blasphème comme péché) et législation publique (incrimination ou non) n'est pas partout pertinente. Il n'est qu'à se rapporter, sur la situation actuelle, à une très récente étude commandée en France par le Sénat, *Législation comparée, La répression du blasphème* (janvier 2016, 98 p. – voir notamment l'annexe, p. 95-98).
- 3 Enfin pour en rester au monde occidental, seul pris ici en compte, il conviendrait de ne pas négliger les manières par lesquelles le blasphème demeure présent à l'attention des croyants dans l'espace public quand le changement de législation l'a fait disparaître du Code criminel. L'exemple du catholicisme français, au cours notamment du XIX^e siècle, mériterait attention : non seulement le blasphème demeure perçu par ses moralistes dans une définition qui reprend les positions des canonistes et des théologiens du XIII^e siècle, mais des catholiques militants entendent le combattre, en créant des associations, souvent très fréquentées, pour lutter contre diverses atteintes publiques à la religion dont justement le blasphème. Et ce positionnement militant n'a pas disparu présentement, même s'il a changé ses manières et s'il est le fait de marginaux très actifs.